LE COZ MULIN Marie-Cécile, *Le Mouvement anti-pauvreté dans le Japon contemporain*

mémoire de M2, sous la direction de Bernard THOMANN, Inalco, 2014,
238 p.

Édition électronique

URL : <https://journals.openedition.org/cipango/3347>

DOI : [10.4000/cipango.3347](https://doi.org/10.4000/cipango.3347)

ISSN : 2260-7706

Éditeur

INALCO

Édition imprimée

Date de publication : 1 janvier 2015

ISSN : 1164-5857

Référence électronique

« LE COZ MULIN Marie-Cécile, *Le Mouvement anti-pauvreté dans le Japon contemporain* », *Cipango* [En ligne],
22 | 2015, mis en ligne le 13 février 2019, consulté le 10 avril 2022. URL : <http://journals.openedition.org/cipango/3347> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/cipango.3347>

Cipango est mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International.

LE COZ MULIN Marie-Cécile, *Le Mouvement anti-pauvreté dans le Japon contemporain*, mémoire de M2, sous la direction de Bernard THOMANN, Inalco, 2014, 238 p.

À partir d'une enquête de terrain effectuée en 2013 auprès d'associations du Réseau anti-pauvreté Han-hinkon nettowāku 反貧困ネットワーク basées à Tōkyō, ce mémoire analyse la signification d'une nouvelle forme de mobilisation dont il dégage les traits principaux.

Au cours des deux dernières décennies, de jeunes étudiants activistes issus de la classe moyenne fondent, à la faveur de la loi de 1998 sur les NPO, de petites associations qui s'attachent à secourir efficacement les plus démunis. Mus par un sentiment de colère et d'injustice face à l'inexorable progression de la précarisation de l'emploi qui s'amorce à partir de l'éclatement de la bulle spéculative en 1990, ils agissent en toute indépendance d'un État qui s'est montré jusque-là très interventionniste au sein de la société civile. Ils adoptent une démarche inédite qui dénonce les failles du système de protection sociale et les carences de l'État incapable d'assumer ses responsabilités envers les 16 % de Japonais – personnes âgées, jeunes peu diplômés et familles monoparentales – qui vivent désormais sous le seuil de pauvreté.

À l'image de l'association Moyai もやい qui aide les SDF à se loger et à toucher l'Aide publique *seikatsu hogo* ou des syndicats de communauté qui défendent les travailleurs précaires, ces associations s'occupent de populations en situation de grande détresse matérielle et morale. Très critiques envers la politique sociale du Parti libéral-démocrate (PLD), elles ont recours à des stratégies originales pour se faire entendre. Ayant ainsi uni leurs forces en 2007 dans le Réseau anti-pauvreté, elles mènent à l'hiver 2008 une opération spectaculaire d'aide aux victimes de la crise financière de l'automne 2008, « Le Village des intérimaires ». Cette action très médiatisée les révèle au grand public qui prend alors conscience de la paupérisation croissante d'une partie de la population et contribue à la défaite du

Parti libéral-démocrate et l'arrivée au pouvoir du Parti démocratique du Japon en août 2009.

Ce réseau refuse le cloisonnement de la société civile et n'hésite pas à soutenir d'autres mouvements contestataires, comme les mouvements pacifiste et antinucléaire. Témoignant d'une réelle empathie pour les plus faibles, ses membres affichent un engagement total qui tranche nettement avec celui du citoyen ordinaire, plus enclin à juger l'autre à l'aune du principe de *jiko sekinin* rendant chacun responsable de son sort. Mais leur utilisation massive des nouveaux outils proposés par Internet et les réseaux sociaux afin de combattre l'indifférence et sensibiliser à leur cause un maximum de personnes pourrait amorcer l'éclosion d'une démocratie participative, fondée sur une vaste société civile émancipée de l'État. Depuis le retour au pouvoir du PLD à la fin 2012 et la mise en place de la politique Abenomics préjudiciable aux plus pauvres, le mouvement redouble d'efforts sur le terrain et dans les médias. Il poursuit aussi son action en direction des jeunes et parmi ceux qui prennent la relève, certains pourraient s'avérer les précurseurs d'un nouveau type de citoyen, engagé et autonome, dans une société plus ouverte aux valeurs de solidarité.